l'éditorial d'Arlette Laguiller en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

DI DE PER

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1519 – 22 août 1997 – prix : 9F

le plan-emploi du gouvernement

CHÔMEURS RESTERONT EN PLAN!

Pollution
L'AIR
EMPOISONNE
PAR LE
PROFIT
p. 5

INDE: toujours la misère, rançon de la dépendance du capitalisme p.12

#### **SOMMAIRE**

#### Leur société

- 4 Procès Papon
- 5 L'air empoisonné par le profit
- 8 Accident de la RN 10 et incurie des autorités
- Périphérique de Lyon et racket au profit de Bouygues

#### Tribune

4 – Les petits hommes verts arrivent!

#### Logement

- 9 Logements HLM de moins en moins sociaux?
  - Fonds à solidarité... limitée

#### Dans le monde

- 6 Thaïlande : plan de sauvetage du FMI
- Chine: barrage sur le Yang-tsé-Kiang
- 10 États-Unis : reprise du travail chez UPS
- 12 Inde: après la dictature coloniale et après cinquante ans de dépendance capitaliste

#### Il y a 80 ans

7 – Italie, août 1917: l'insurrection ouvrière de Turin

#### Dans les entreprises

- 10 Échos des chantiers de l'Atlantique
- 11 SNCF: incendie dans un foyer des cheminots
  - GEC-Alsthom: plan de licenciements repoussé

# LICENCIEMENTS ET PROFITS FONT (TROP) BON MÉNAGE

Après PSA, c'est au tour de Renault et de Michelin de publier leurs chiffres d'affaires.

Ainsi apprend-on que Renault a réalisé un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 6,3% au premier semestre 1997. Pas mal! Celui-ci est passé de plus de 94 milliards en 1996 à plus de 100 milliards en 1997. Notamment sa branche automobile a progressé de 7,4%. Malgré ses litanies sur la baisse des ventes de voitures en France, ses difficultés face à la concurrence, à l'étranger les ventes se portent bien et Renault est bien obligé de montrer la vérité, c'est-à-dire de montrer que ses affaires sont tout à fait prospères. Ne serait-ce que vis-à-vis de ses actionnaires. Les déclarations de Renault sur la situation du marché automobile en France ne sont que des justifications de sa politique de licenciements et de suppressions de postes.

Pour sa part, Michelin avait déjà annoncé, en 1996, un chiffre d'affaires en hausse de 7,76% par rapport à 1995. Cette année, et pour le seul premier semestre, le chiffre d'affaires consolidé aurait augmenté de 10%. En somme, Bibendum se porte comme un charme, ce qui n'empêche pas son PDG de programmer 1445 suppressions d'emplois, comme annoncé en mars dernier.

Bref, de plan social en plan social, la situation s'améliore pour les actionnaires des grandes entreprises. Ce qui prouve encore ce que l'on savait déjà : de l'argent, il y en a. En abondance. Mais il n'y a aucune raison pour que cet argent s'accumule au prix de suppressions d'emplois. Il serait quand même grand temps d'inverser le cours des choses et d'interdire tout licenciement dans ces entreprises dont les profits représentent de véritables provocations.

# POUR LES PATRONS, IL N'Y A PAS DE PETITS PROFITS

Personne ne peut dire que le gouver- peine le projet annoncé, ces sociétés chernement Jospin est dur avec les grandes entreprises. Même lorsqu'il décide d'augmenter le taux d'imposition sur les sociétés, il le fait avec modération et précau-

ces sociétés qui n'ont pas la moindre intention de laisser ne serait-ce qu'écorner un tout petit peu leurs profits sans réagir.

Ainsi, d'après les spécialistes, le taux d'imposition sur les sociétés passant de 36,67% à 41,66% pendant deux ans devrait rapporter à l'État quelque 6,6 milliards de francs supplémentaires. Cette hausse du taux d'imposition envisagée concerne seulement les 40 premières sociétés françaises cotées en Bourse. À

chaient à échapper à l'augmentation. Entre autres moyens, celles qui sont implantées à l'étranger se sont débrouillées pour faire baisser leur base imposable en France. Résultat : un Mais c'est quand même trop pour manque à gagner de 1,3 milliard sur deux ans, pour l'État.

Malgré la modestie de la somme représentée par l'augmentation du taux d'imposition, rapportée aux bénéfices engrangés ces dernières années, les patrons ne veulent pas payer. Et si la loi rend quasi impossible la fraude à l'impôt des salariés, en revanche celle des grands groupes est de notoriété publique. Et l'État semble impuissant à faire respecter la loi. À moins que les salariés, justement, ne viennent l'y aider...

#### Une justice si compréhensive

Employer des salariés en dessous du SMIC, ne pas les déclarer pour empocher les cotisations sociales, faire des contrats de 4 heures par jour en faisant travailler 9 heures, toutes ces pratiques patronales sont des délits punis théoriquement par la loi, d'amendes et même de prison.

Les inspecteurs du travail opérant sur la Côte d'Azur ont transmis en 1996 au parquet de Grasse 356 procèsverbaux qui ne sont déjà qu'une infime minorité des délits existants. 277 ont été d'emblée classés sans suite par le parquet, et pour les autres, au pire, ils aboutiront au bout de deux ans, à une amende de 20000 F.

Qui dira que la justice n'est pas indulgente... pour les patrons?

#### Télé-Pub-Phone

Dans quelques pays (Allemagne, Italie, Suède, France...) des sociétés privées proposent des cartes téléphoniques à prix réduits à condition... que les communications soient régulièrement interrompues par des messages de pub! On n'arrête pas le progrès... C'est où, la touche «zapping»?

#### **LUTTE OUVRIÈRE**

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste L'Union Communiste Internationaliste qui édite Lutte Ouvrière, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socia-lisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques cons vatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature sta-linienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capita-lisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la populatior et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa poli-ce, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trots. kystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façor d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1" janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 11400 exemplaires, Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications nº 64 995.

SOUTENEZ
LUTE
LUTE
LUTE
OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de
Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été
déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

|  | LUTTE<br>OUVRIÈRE       |                         | LUTTE<br>DE CLASSE             |
|--|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|
|  | 1 an                    | 6 mois                  | (1 an soit 10 nº)              |
| France DOM-TOM DOM-TOM, voie aérienne Europe (soit zone postale1) Autres pays, voie ordinaire – Afrique francophone,                                     | 300 F<br>390 F<br>420 F | 160 F<br>200 F<br>210 F | 100 F<br>140 F<br>100 F        |
| Moyen-Orient, USA, Canada<br>(soit zone 2)  - Autres pays d'Afrique, Amérique<br>Centrale et du Sud, Japon,  | 450 F                   | 230 F                   | 140 F<br>(comme voie aérienne) |
| Asie du Sud-Est (soit zone 3)  - Océanie (soit zone 4)   | 520 F<br>540 F          | 270 F<br>280 F          | 140 F<br>140 F                 |
| Autres pays, voie aérienne  - Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)  - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, | 480 F                   | 250 F                   | 140 F                          |
| Asie du Sud-Est (soit zone 3)  Océanie (soit zone 4)   | 540 F<br>660 F          | 280 F<br>340 F          | 170 F<br>210 F                 |

| BULLET      | IN D'ABONNEMENT  |
|-------------|--|
| NOM:        |  |
| PRÉNON      | A:   |
| ADRESS      | SE:  |
|             |  |
| CODE P      | OSTAL et VILLE :   |
| COMPLÉ      | MENT D'ADRESSE :   |
|             |  |
|             | onne à : LUTTE OUVRIÈRE :<br>E CLASSE, pour une durée de : |
| 201120      | L OLAGOL, pour une durée de .                              |
| (rayer la   | mention inutile).  |
| Ci-joint la | somme de ;   |
| Règleme     | nt:  |
|             | que bancaire ou postal à l'ordre de<br>RODINSON,           |
|             | nent postal à MICHEL RODINSON                              |

# L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

# Le plan-emploi du gouvernement LES CHÔMEURS RESTERONT EN PLAN!

Le Conseil des ministres du 20 août a approuvé le projet de loi visant à créer — en cinq ans — 350 000 emplois destinés aux jeunes. Il y aurait vingtueux « métiers nouveaux » pour ces jeunes mais ces « métiers » font irrésistiblement penser aux « petits boulots » que, depuis maintenant quinze ans, voire plus, les gouvernements successifs ont inventés comme alibi pour faire croire qu'ils agissaient contre le chômage.

Cette fois, nous dit-on, à la différence de ce qui se faisait jusqu'alors, les bénéficiaires auraient — parfois — des contrats à durée indéterminée (dont la durée maximale serait cependant limitée à cinq ans) et ils seraient rémunérés au moins sur la base du SMIC et financés à concurrence de 80 % par l'État, les 20 % restants étant payés par les collectivités locales, les institutions, voire ajoute-t-on les entreprises privées qui les emploieraient.

Durant sa campagne, Jospin promettait que cela se ferait en deux ans (350 000 dans le secteur associatif et para-public, et 350 000 dans le secteur privé). Puis, une fois à la tête du gouvernement, lui et ses ministres ont déclaré qu'il fallait compter sur la durée, sur la législature, c'est-àdire cinq ans.

Pour le moment, la dernière échéance chiffrée par le ministère du Travail prévoit que 150 000 emplois de ce type devraient être créés d'ici fin 1998, en supposant que le projet tienne jusque-là. Quant aux 350 000 autres emplois, que le gouvernement sollicite de la bonne volonté du secteur privé pour arriver aux

700 000 promis, et qui doivent faire l'objet de discussions fin septembre, début octobre, entre représentants de l'État, des syndicats ouvriers et patronaux, point besoin d'être devin pour prévoir qu'ils auront encore plus de mal à voir le jour.

150 000 emplois rémunérés au SMIC, c'est peu, certes, mais c'est toujours ça, pourrait-on se dire. Oui, c'est bien peu, une toute petite goutte d'eau. Tout juste deux et demi pour-cent des cinq millions soit de chômeurs, soit de titulaires de petits boulots, ou d'hommes et de femmes qui, parce qu'ils ont perdu tout espoir de trouver du travail, n'en cherchent même plus. C'est prétendre vider l'océan du chômage, qui croît sans répit d'année en année, avec une petite cuillère, en faisant semblant d'ignorer que, dans le même temps, c'est à grands seaux que les patrons l'alimentent en multipliant licenciements sur licenciements sans égards pour tous les projets et tous les discours du gouvernement.

Le plan Aubry n'est en fin de compte, même s'il se met en place – et il faudra attendre encore un bon moment pour le savoir –, qu'un trompe-l'œil. Tout simplement parce qu'il se refuse à s'attaquer au problème par le bon bout, c'est-à-dire en s'en prenant à ceux qui fabriquent et alimentent le chômage : le grand patronat.

Car il n'y a pas trente-six moyens de faire face à ce fléau social, qui réduit une part de plus

en plus grande du monde du travail à la précarité, à la gêne et, pour certains, à la misère. Le seul moyen qui serait efficace, parce que rapide, c'est d'imposer l'interdiction des licenciements et la réquisition des entreprises qui en font alors qu'elles font des profits. Et il y en a, et pas des moins grandes!

C'est de cesser de subventionner les patrons, pour prétendument les inciter à créer des emplois nouveaux, ce qu'ils ne font pas, tout en empochant l'argent de l'État. Ce n'est pas dans cette voie que s'engage Martine Aubry, qui promet le maintien des dispositifs existants.

Il serait pourtant nécessaire de créer des emplois utiles qui répondent à tous les besoins du service public, non pas au comptegouttes, de façon insignifiante, comme on le propose à la SNCF ou dans l'Éducation nationale, non pas comme le prévoit le plan Juppé, qui continue à s'appliquer, en supprimant du personnel et des services dans les hôpitaux, mais en rétablissant et en améliorant les services publics.

Ce choix-là le gouvernement ne le fait pas. Il prend délibérément la voie de déconsidérer, une fois encore, la gauche parlementaire et, ce faisant, en laissant continuer, voire s'accroître le chômage et la misère, il ouvre la porte à Le Pen et lui fait son lit à l'Élysée.

Un tel choix, il faudra donc que les travailleurs l'imposent. Il en va de l'avenir de la classe ouvrière, et du même coup de l'avenir de la collectivité.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

#### TRIBUNE -

## LES PETITS HOMMES VERTS ARRIVENT!

Ils débarquent, tee-shirt verts mes frères, regardez-nous prier et canotiers. Les Martiens? Non, le pape et ses enfants de chœur du monde entier. Résultat : des milliers de policiers sur le pied de guerre, les chaînes de télévision publiques en état d'alerte permanente pour couvrir « l'événement », des dizaines de lieux et transports publics réquisitionnés...

L'État s'est mis en quatre pour jouer les chevaliers servants. Il a même délégué un chef des armées, le général Morillon, pour assurer la coordination de ses services mis à la disposition de l'Église. Lequel Morillon va retrouver un vieux compagnon d'armes, Michel Dubost, évêque aux armées et président de ces « journées mondiales de la jeunesse ». L'alliance du sabre et du goupillon: les jeunes cathos seront bien encadrés!

Ils ont pourtant l'air bien gentil et bien aseptisé, ces petits culsbénits venus du monde entier mais triés sur le volet. Car il fallait montrer patte blanche pour franchir les barrages administratifs destinés à ce qu'aucun trouble-fête (surtout venu d'un pays pauvre) ne vienne perturber la grand-messe internationale de la jeunesse agenouillée.

Et pourtant, la hiérarchie catholique française n'est pas vraiment contente. Les adeptes venus de France seront paraît-il moins nombreux que prévu. C'est que la religiosité n'est plus ce qu'elle était, se lamentent les évêques. Selon les sondages, les jeunes sont de moins en moins nombreux à croire aux vieilles lunes, qu'ils soient de famille chrétienne, juive, ou musulmane. Enfin une bonne nouvelle!

Mais l'Église est aux abois, et fait donc comme les vendeurs de lessive ou de parfums : elle a recours aux encarts publicitaires, aux conseillers en communication, aux spécialistes du show biz et même aux grands couturiers qui habillent le pape et ses cardinaux. Faute de foi

dans la soie!

Après l'hommage à Clovis, le pape ira cette fois se recueillir sur la tombe du professeur Lejeune, l'un des inspirateurs de ces commandos anti-IVG qui pratiquent la violence contre les femmes et méprisent leurs droits et leur liberté. Jean-Paul II au goût du jour fera aussi, n'en doutons pas, son petit numéro sur les vertus de l'abstinence, seul moyen selon lui de lutter contre le sida, pour le plus grand bonheur des intégristes de toutes religions qui prospèrent à l'ombre de l'extrême-droite de tous les pays.

« Il faut aimer ses ennemis »: c'est l'un des slogans que l'on voit actuellement placardé sur les murs. Il aurait été plus convaincant s'il avait été adressé directement à l'église catholique de Croatie qui continue de souffler sur les braises par hostilité aux orthodoxes serbes et aux musulmans bosniaques. En fait, toute l'histoire de l'Église n'a jamais été que celle de l'intolérance, des bûchers et des massacres, et tout cela arrosé d'eau bénite. Aujourd'hui aussi, la hiérarchie religieuse est du côté de l'ordre établi, celui des puissants, contre les exploités et les opprimés à qui elle prêche la résignation.

La religion est l'opium du peuple, écrivait Karl Marx il y a 150 ans. C'est toujours vrai, avec le pape et ses collègues comme gros bonnets du trafic de la drogue de la résignation. Alors, aux oubliettes de l'histoire, les journées mondiales des grenouilles de bénitiers de tous les pays, en attendant les journées de la jeunesse internationale subversive, en colère et solidaire, celle qui ne s'agenouille pas mais lutte et lève le poing.

> Editorial des bulletins d'entreprises « l'Étincelle » du lundi 18 août 1997

## eur société

# DE TRES VIEILLE IDEES ET REACTIONNAIRES!

Le pape est ce que l'Église catholique a trouvé de mieux pour symboliser ce qu'elle a appelé abusivement les « journées mondiales de la jeunesse », qui n'est qu'une opération destinée à redorer le blason de l'Église catholique auprès de la jeunesse, qui se détourne, et c'est tant mieux, des bondieuseries.

Cette entreprise de « reconquête » de la jeunesse se fait au nom d'une idole – le christ – dont le culte et les enseignement, eux, ne sont pas de prime jeunesse, puisqu'ils remontent à 2000 ans, et paradis, religieux ou artificiels.

qui à travers leur histoire d'obscurantisme, d'intolérance et de persécutions, ne sont pas attachés, c'est le moins qu'on puisse dire, au progrès, ou à la générosité, ni tournés vers l'avenir.

Alors si les roublards du Vatican, contrebandiers d'une idéologie réactionnaire sortie des sombres années du Moyen Âge, pensent pourvoir se frotter les mains, en psalmodiant : « Allez roulez (la) jeunesse », la jeunesse vivante, celle qui construira l'avenir, saura libérer sa conscience et sa raison de tous les

#### APRES LES RENCONTRES CITOYENNES, LES VEILLEES RELIGIEUSES?

Dans de nombreuses communes accueillant des « pèlerins », des « veillées » ont été programmées le mercredi soir. La municipalité communiste d'Ivry-sur-Seine a tenu à avoir la sienne et le maire commu-

niste lui-même a annoncé sa participation à ce rassemblement en mettant à disposition des curés le stade... Lénine. À quand le symbole des « nouveaux communistes ». la faucille-la croix-le marteau?

# CONTRÔLE JUDICIAIRE PAS (

Dernière péripétie d'une procédure qui dure depuis quinze ans, Maurice Papon a été placé sous contrôle judiciaire. Cette mesure signifie que Papon est désormais privé de son passeport, mesure destinée, nous dit-on sans rire, à l'empêcher de quitter la France, et qu'il lui faut désormais informer au préalable les autorités judiciaires de ses éventuels déplacements à l'intérieur des frontières. Ce qui n'empêche qu'il passe, paraît-il, des jours paisibles en Provence jusqu'à son procès qui doit s'ouvrir le 8 octobre, à moins qu'il y ait de nouveaux contretemps d'ici là.

Tout cela paraît dérisoire et même ridicule, à propos d'une affaire qui ne prête pourtant pas à rire.

En fait, cela ne fait pas 15 ans, au début de ce gymkhana judiciaire, en mai 1981 que dure « l'affaire Papon ». Elle dure en réalité depuis plus d'un demi-siècle, depuis que ce haut fonctionnaire à la préfecture de Bordeaux signa de 1942 à 1944 les ordres de déportations de plus de 1 500 Juifs qui dans leur quasi-totalité ne revinrent pas des camps de concentration.

Depuis, ce haut fonctionnaire a poursuivi une brillante carrière administrative et politique, devenant préfet de police de Paris de 1958 à 1966, sous de Gaulle, et à ce titre responsable de la répression de la manifestation des Algériens d'octobre 1961 à Paris, et de celle de Charonne en 1962. Ensuite, il bénéficie d'une promotion puisqu'il fut même ministre du Budget sous Giscard de 1978 à 1981. Durant ses 35 années de carrière, il a bénéficié du silence complice du monde politique, des gaullistes aux dirigeants du PCF, car personne ne pouvait ignorer les états de service de ce serviteur de l'État, dans un milieu où se retrouvaient en nombre des individus qui avaient suivi un itinéraire similaire.

En jouant ainsi la montre depuis 15 ans, la justice, encouragée par les pouvoirs politiques successifs, y compris par Mitterrand qui avait des raisons personnelles de comprendre l'odyssée de Papon, sans doute pensait-elle que l'âge aidant, la nature ferait son œuvre et que le procès Papon n'aurait plus lieu d'être. En dépit de cette lenteur calculée, la machine judiciaire se verra, sans doute, contrainte d'entamer le procès du déporteur de Juifs. Mais elle ne fera pas celui de l'État et de l'appareil administratif dont il a été durant un demi-siècle un des fleurons. Pas non plus celui du massacre des Algériens en octobre 1961, et du métro de Charonne six mois plus tard.

**Vincent GELAS** 

# C'EST L'AIR EL TOUTE LA SOCIÉTÉ QU'IL FAUT PURIFIER

# L'AIR EMPOISONNÉ PAR LE PROFIT



Strasbourg le 13 août :

« Pensez Tram, bus » ?

Nous, on veut bien,
encore faudrait-il qu'il
y en ait suffisamment!

Depuis près d'une semaine les alertes à la pollution sur Paris, Strasbourg, Lyon, Lille, se succèdent... Pollution à l'ozone, dont on nous annonce qu'elle serait la conséquence d'un processus de transformation des gaz d'échappement des voitures et des camions dans des conditions de fortes chaleurs et sans vent. Mais il y a aussi, et cela s'ajoute, des pollutions qui sont directement liées au rejet de gaz toxiques par des

Ces alertes à la pollution dans une période où les usines sont soit arrêtées, soit tournent au ralenti, et au moment où la circulation dans les grandes villes est notoirement inférieure à la normale, est inquiétante. Le quotidien *Le Monde* a publié les résultats d'une étude médicale anglaise faisant apparaître que chaque année, en Angleterre, 6 000 personnes sont victimes d'un infarctus en relation directe avec l'augmentation du taux de pollution dans les grandes villes.

industriels.

## Leçons de morale aux automobilistes

La réaction des pouvoirs publics est toujours la même : faire appel au civisme des automobilistes, l'évocation de la limitation de la circulation automobile. Et peut-être pour l'avenir proche l'idée d'introduire de nouvelles taxes à la charge des automobilistes. On peut comprendre que, dans l'urgence, on en soit réduit à des leçons de morale et à des mesures dissuasives, dont les effets,

selon les responsables eux-mêmes, resteront limités. Notons cependant que la dissuasion par l'argent se traduirait, dans ce domaine comme dans tous les autres, en défaveur... des plus démunis.

Mais pourtant le phénomène n'est pas nouveau, ni imprévisible. Les responsables de cette dégradation sont connus. Ce sont, tout d'abord, les industriels qui, directement ou indirectement, empoisonnent l'air. Et depuis longtemps. Il n'est pas exclu qu'ils le faisaient dans le passé plus encore qu'aujourd'hui. Sans que l'on ait les moyens de le vérifier, car les mesures en matière de pollution atmosphérique sont récentes, à la fois à cause des progrès des techniques de mesure et des préoccupations relativement récentes en ce domaine. L'autre source de pollution atmosphérique est l'augmentation considérable de la circulation automobile, car même si en ce domaine on fabrique des véhicules moins polluants qu'auparavant, ce progrès est largement annulé par l'accroissement du trafic.

Mais à ces deux causes, une même origine : la loi du marché, qui génère l'irresponsabilité, le gâchis économique, dont l'un des aspects est la détérioration de l'environnement.

## Et laissez-faire pour les indústriels...

En ce qui concerne les industriels, la seule chose qui compte c'est d'engranger des profits. Ils ne produisent pas pour satisfaire des besoins, avec le souci de la qualité de ce qu'ils fabriquent et des implications sur l'environnement. Leur seul régulateur, si l'on peut parler de régulation à ce propos, c'est le marché aveugle. Alors rejeter dans l'air des poisons ou fabriquer des véhicules qui polluent,

tout comme empoisonner leur personnel, ce n'est pas leur problème.

De même que cette loi du marché, cette même course au profit n'est pas étrangère à cette augmentation considérable des ventes et du trafic automobile. Et ce sont les gouvernements successifs, soit en les encouragant, soit en laissant faire, afin de favoriser les industriels de l'acier, de l'automobile, du BTP, en ne consacrant pas l'argent qu'il fallait pour développer les transports en commun nécessaires, voire même en sacrifant ceux existants, au profit des transports routiers, qui ont laissé la situation se dégrader.

On ne peut, à terme, inverser une telle tendance si on se refuse à agir sur les causes.

L'État et tous les gouvernements prennent parfois quelques mesures de réglementation minimum mais avec précaution, à condition qu'elles restent compatibles avec les intérêts desdits industriels, et puis surtout essayent pour l'essentiel de noyer le poisson des vraies responsabilités. C'est ce qu'ils appellent la gestion des risques «acceptables». Dans les grandes villes, pour amener les salas à leur usine ou leur bureau, et donc dans l'intérêt des employeurs, on a bien fait prendre en charge par la collectivité la construction d'un réseau de transports en commun et son extension. Mais aujourd'hui, alors qu'il s'agit de l'intérêt général, pour permettre de circuler à ceux qui sont bien souvent dans l'obligation matérielle d'utiliser un transport individuel en voiture, il serait nécessaire de densifier à l'extrême les transports en commun, en les rendant bon marché voire gratuits, en mettant en place des transports non polluants (à propulsion électrique par exemple), ce qui en passant rendrait les villes plus vivables en plus de résoudre le problème de la pollution. De même la très grosse majorité du transport sur route de longue distance pourrait être remplacée par

le rail, aussi bien pour les marchandises que pour les personnes.

#### Qui empêche le développement des transports collectifs

Pour la société dans son ensemble, ce serait un avantage indéniable, cela permettrait de limiter la pollution, certes, mais plus largement cela permettrait de mettre un frein à ce que l'anarchie actuelle en ce domaine provoque comme gaspillage d'énergie et de production.

Cela voudrait dire s'attaquer aux intérêts des groupes capitalistes, des pétroliers aux bétonneurs en passant par les constructeurs automobiles et à bien d'autres. Cela voudrait dire aussi orienter l'économie et imposer les choix qui correspondent aux besoins réels de la population.

La société capitaliste dépassée depuis longtemps n'a comme seul but que l'enrichissement d'une petite minorité de possédants. Cela se traduit par des situations catastrophiques tant écologiques qu'économiques, qu'humaines.

Pour protéger les populations de la détérioration de l'air que l'on respire comme de tous les méfaits du système, il faut remettre en cause la domination des exploiteurs sur l'économie, leur liberté d'agir à leur guise, sans aucun contrôle, en imposant les seuls choix qu'ils estiment rentables pour eux, et, à l'opposé imposer une réelle organisation de l'économie et du monde sous le contrôle de la collectivité et à son service. Une société gérée par les hommes au service des hommes.

Cela s'appelle une société socialiste.

Paul SOREL

# Le capitalisme, ça pue et ça pollue

Lors des dernières négociations mondiales sur les dangers que pourrait entraîner sur l'équilibre climatique le rejet massif de gaz en excédent résultant de l'activité industrielle, et en tout premier le gaz carbo-nique, qui viennent de s'achever à Bonn, les USA ont déclaré qu'ils ne voulaient pas entendre parler d'engagement précis ni d'objectifs chiffrés. Pour refuser tout accord les États-Unis ont eu le culot de dire qu'ils conditionnalent tout engagement précis à l'accord préalable et de la Chine et de certains pays sousdéveloppés aux éventuels engagements qui seralent pris. Le Japon s'est aligné sur cette position.

L'hypocrisie est d'autant plus grande que les pays industrialisés sont responsables des trois quarts du gaz carbonique rejeté sur la planète et en tout premier justement, les États-Unis.

Mais les dangers de ce qu'on appelle « l'effet de serre », c'est-à-dire le réchauffement artificiel de quelques degrés de l'atmosphère terrestre, par suite de l'envoi incontrôlé de certains gaz, réchauffement qui pourrait avoir des conséquences dramatiques sur un éventuel changement des climats de toute la planète dans les années à venir, n'amènent pas les dirigeants des principaux pays capitalistes à se préoccuper du sort des générations à venir. La seule chose qui les préoccupe c'est d'abord, avant tout et comme toujours, que les affaires continuent, le reste peut bien attendre!

Roger PÉRIER

# Dans le monde

# Thailande

## PLAN DE SAUVETAGE DU FMI

# LES MULTINATIONALES D'ABORD LES TRAVAILLEURS JAMAIS

Confronté à une crise financière catastrophique, le gouvernement thaïlandais a annoncé début août avoir négocié avec le Fonds Monétaire International (FMI) un plan de sauvetage de son économie. En échange d'un prêt de 16 milliards de dollars (environ 100 milliards de francs), le FMI lui impose de prendre un certain nombre de mesures pour «assainir» son économie qui se résument, comme à chaque fois, par un plan de rigueur draconien contre la population.

C'est sous forme d'une crise financière, accompagnée en juillet d'une crise monétaire (la dévaluation en un mois de 24 % de la monnaie nationale par rapport au dollar), qu'est apparue la crise qui ébranle aujourd'hui tout le pays. Une grande partie des établissements financiers se sont trouvés en situation de cessation de paiement, malgré des aides financières considérables de la banque centrale (évaluées à 19 milliards de dollars, plus que le prêt prévu par le FMI). La banque centrale a été incapable de faire



débâcle générale, les aides financières qu'elle a fournies ont été en grande partie détournées par les dirigeants des établissements financiers pour s'enrichir personnellement.

Le gouvernement thaïlandais a choisi de se tourner vers

face, d'autant que, dans cette le FMI qui lui a imposé ses conditions.

> Le ministre des Finances a résumé les conditions ainsi : «La priorité du gouvernement est de restaurer la confiance des investisseurs internationaux», ajoutant qu'il ouvrirait davantage encore le pays

aux capitaux étrangers : jusqu'alors, les capitaux étrangers ne pouvaient dépasser 49 % dans une société et 25 % dans une banque.

Il serait question de privatiser des services publics qui pourraient passer sous contrôle de multinationales. Surtout, le FMI a demandé au gouvernement d'imposer un plan de rigueur à la population; cela permettrait d'assurer le remboursement de «l'aide» accordée par le FMI, qui n'est qu'un prêt avec intérêts, au taux du marché; cela permettrait aussi, grâce à une baisse des salaires réels, d'assurer aux entreprises, notamment à ces mêmes multinationales, de substantiels profits dans les prochaines années.

Le gouvernement a déjà augmenté la TVA, qui est passée de 7 à 10 % sur la majorité des produits. Il a prévu aussi d'augmenter les tarifs des services publics (eau, électricité). Il a aussi déjà prévenu la population qu'il faudrait trois ans d'efforts pour que la Thaïlande redémarre, et qu'il y aurait dès l'an prochain une augmentation des impôts, des réductions budgétaires et le blocage des salaires.

Le FMI s'apprête, comme il l'a déjà fait bien des fois, à imposer la loi des multinationales non pas tant au gouvernement thaïlandais que, par son intermédiaire, à la population.

#### Chine

## Barrage sur le Yang-tsê Kiang

GEC-Alsthom. Le projet a, nous explique-t-on, quelque chose de pharaonique. Il s'agit d'abord de régulariser le cours d'un des plus grands fleuves du monde, aux crues catastrophiques. Si l'idée du barrage est ancienne et remonte au début du siècle, à Sun Yat-Sen, les travaux ont commencé depuis 1993. Il doit produire grâce à ses 26 unités de 18 200 mégawatts au total, lors de son achèvement dans une douzaine d'années, 85 milliards de kWh par an, soit à lui seul le neuvième de la production électrique actuelle de la Chine. Pour cela, la retenue d'eau serait

La Chine a annoncé la d'une telle ampleur que 12 villes barrage, tel qu'il est conçu, corconstruction du gigantesque et 4 500 villages seront englou- respond réellement aux besoins technologie occidentale. Il est constructeurs européens, dont l'échelle de la Chine - mais n'oublions pas que les inondations provoquaient en aval des millions et parfois des dizaines de millions de victimes.

La presse a fait état de dissensions entre les dirigeants chinois ainsi que de l'opposition de milieux écologistes internationaux, qui déplorent, outre la disparition de paysages grandioses, les conséquences à long terme pour les populations. Si l'homme n'a cessé dans son histoire de changer le paysage en fonction de ses besoins, sans trop en prévoir les conséquences pour l'avenir de la collectivité, il est bien difficile de dire que le plus lointain.

D'autres considérations que celles de l'intérêt de la population ont dû jouer : la décision de construire le barrage malgré des oppositions, locales ou pas, a bien l'allure de ces attitudes de dirigeants qui veulent de cette façon «marquer» leur passage au pouvoir. A l'instar de ces «grands travaux du président» en France ou de ces travaux surdimensionnés dans les pays du Tiers-Monde, inutilisés ou inutilisables, mais que les peuples ne finissent pas de payer et qui les enchaînent au remboursement d'une dette qui enrichi les trusts et les banques des pays riches.

derniers, que des considérations relevant de l'intérêt de la population. Le chantier va représenter au total 25 milliards de dollars, près de 150 milliards de francs. La signature annoncée le 15 août du contrat de fourniture des turbines et générateurs devrait représenter 5 milliards de francs, dont un tiers reviendrait à GEC-Alsthom, déjà fournisseur de centrales nucléaires à la Chine.

La signature du contrat s'inscrit dans les rivalités entre Europe et USA, et ce sont trois constructeurs européens qui ont emporté le marché. Les autorités américaines prétendent du

La Chine a fait appel à la coup avec beaucoup d'hypocrisie, même si ce qu'elles disent barrage des Trois Gorges, sur le tis, ce qui forcerait à déplacer à de la population chinoise dans probable, sinon certain, que les n'est peut-être pas faux, qu'elles fleuve Yang-tsê Kiang, en fai- terme 2 millions de personnes. son ensemble, pour la prochai- considérations financières aient n'ont pas voulu couvrir le finansant en partie appel à des C'est évidemment énorme – à ne période et pour son avenir bien plus joué du côté de ces cement du projet car il était écologiquement contestable. Comme si les USA n'avaient pas noyé, dans un lac de barrage, une bonne partie du Grand Canyon du Colorado! Quand on connaît le peu de souci des industriels, y compris aux USA, pour l'environnement en général et celui des pays pauvres en particulier, l'argument a de quoi faire sourire!

> La seule chose assurée dans cette affaire, c'est que ce barrage ne produira pas que de l'électricité, mais aussi, bien avant que soit produit le premier watt, des profits pour les trusts occidentaux!

> > Alain LECAIRE

# Italie AOÛT 1917 L'INSURRECTION En août 1917, alors même que la révolution avait,

déjà commencé en Russie, les ouvriers de Turin se soulevaient, réclamant, comme leurs frères russes, du pain et la fin de la guerre. Pendant cinq jours, ils tinrent les rues de la ville, avant d'être écrasés par les mitrailleuses de l'armée. Cette insurrection spontanée aurait pu être le premier épisode de la révolution italienne. Mais sans direction capable de le mener à l'assaut d'un État chancelant, le combat du prolétariat turinois ne fut que la première d'une série d'« occasions manquées ».

OUVRIERE DE TURIN

La combativité ouvrière (500 000 en trois ans de une semaine. L'opposition à la guerre était forte et elle ne fut sans doute pas étrangère à la décision de la bourgeoisie italienne (par ailleurs divisée sur le camp dans la guerre, du moins dans un premier temps. L'hostilité ouvrière à la guerre eut à nouveau l'occasion de se manifester quand, en octobre 1914, Mussolini, alors membre de la direction du Parti Socialiste Italien (PSI), rejoignit le camp des « interventionnistes », c'est-à-dire des partisans de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'impérialisme français et britannique. Hué partout où il prenait la parole, il fut finalement exclu du PSI.

Quand l'Italie entra en guerre, en mai 1915, il y eut une vague de grèves dans tout le pays. Le PSI décida alors de rester « neutraliste » avec pour mot d'ordre «ne pas soutenir ni saboter la guerre » afin de ne déplaire ni à sa base ouvrière, ni à la bourgeoisie. Mais les événements allaient bientôt l'obliger à choisir.

#### En finir avec la misère et la guerre

Avec la guerre, la situapar centaines de milliers Et nous prenons le chemin

ne faisait pas défaut. En juin guerre). À l'arrière, des 1914, une manifestation familles entières étaient antimilitariste à Ancône mobilisées sur le front du avait tourné à l'insurrection travail. Le salaire réel ne et les ouvriers s'étaient représentait plus que la moiemparés de la ville pendant tié de ce qu'il était en 1914. Les surfaces ensemencées avaient considérablement diminué et le rationnement fut instauré. La disette, en 1917, touchait la plupart des biens de première nécessité. à choisir) de ne pas entrer À cela s'ajoutait l'enrichissement de toute une frange de profiteurs surnommés les «requins», fournisseurs de l'armée et spéculateurs.

L'idée qu'il fallait en finir avec la guerre reçut un coup de fouet en février 1917, quand la révolution de février en Russie fut connue.

À Turin, les ouvriers et les ouvrières faisaient la queue pour le pain le matin avant d'aller à l'usine. Quand ils ne trouvaient pas à s'approvisionner, ils travaillaient le ventre vide et refaisaient la queue le midi et parfois té spontanément mais les encore le soir.

Le 21 août, ils trouvèrent 80 boulangeries fermées : plus de farine. Des manifestants protestèrent à la Préfecture et à l'Hôtel de Ville. Mais le 22, il n'y avait toujours pas de pain. Des raconta l'ouvrier turinois Souvenirs, « le directeur nous promet qu'il ira en personne chercher du pain à l'approvisionnement militaire. Nous nous regardons un instant, comme pour vérifier que nous sommes bien tion des masses laborieuses d'accord, et puis, tous s'aggrava rapidement. Des ensemble, nous nous mettons millions de travailleurs et de à crier : On s'en fout du paysans étaient mobilisés. pain! On veut la paix! À bas Les morts se comptaient les requins! À bas la guerre!

de la Bourse du travail en de Rome pour discuter, non appelant les travailleurs de tous les établissements qui sont sur notre route à nous rejoindre dans la grève. » Le 23, la grève était générale. Il y avait des barricades partout. Les quartiers ouvriers étaient en armes. Deux casernes furent prises d'assaut, une église et un couvent incendiés. Le préfet confia le maintien de l'ordre à l'armée. Les premiers affrontements armés firent 7 tués, 37 blessés.

Isolement de l'insurrection et faillite des dirigeants socialistes

L'insurrection avait éclaouvriers en armes cherchaient une direction. La veille, ils étaient allés à la Bourse du travail, où en ce mois d'août ils n'avaient trouvé pratiquement personne. Ceux des dirigeants qui étaient restés sur place, cortèges se formèrent. réformistes réticents ou condamnés, un an plus tard, « Nous ne pouvons pas tra- applaudissant à la « révolu- par un tribunal militaire, à tion fasciste, s'emparait du vailler. Nous voulons du tion», étaient désemparés. des peines allant de trois à pouvoir. Il le faisait au pain!» criaient les manifes- Que faire, que dire à cette six ans de prison pour leur moment même où se réunistants. Devant une usine, classe ouvrière qui voulait « responsabilité morale » sait à Moscou le Quatrième la fin de la guerre et la révo- dans les événements de Congrès de l'Internationale Montagnana dans ses lution mais ne savait comment y parvenir? Le PSI

quand, le lendemain, Morgari, chef reconnu du socialisme turinois, revint

pas avec les insurgés, mais avec le préfet à propos des moyens de mettre fin à l'insurrection! Les socialistes « de gauche » tentèrent d'«exprimer» le mouvement... en placardant une affiche sur les murs! S'ils y exprimaient leur solidarité avec la « démonstration de force » des ouvriers, ils les mettaient aussi en garde contre les «violences inutiles».

L'armée, elle, disposait de chefs déterminés. Le lendemain, vendredi 24 août, partout, les barricades étaient enfoncées par les tanks, les quartiers ouvriers mitraillés et, malgré la résistance sporadique de petits groupes, malgré les tentatives – parfois réussies - de fraternisation avec la troupe, l'insurrection était écrasée.

Au total, la répression fit 50 morts et 200 blessés dans les rangs ouvriers. On compta une dizaine de tués et une trentaine de blessés parmi les forces de l'ordre.

Le dimanche 26, les dirigeants socialistes appelaient à la reprise du travail. Cela n'évita pourtant pas à certains d'entre eux d'être

Quelques mois plus tard, parlait de la révolution dans en octobre 1917, c'était la ses congrès, mais sans y déroute de Caporetto. croire, sans la vouloir véri- L'armée en débandade tablement, sans s'y prépa- refluait. «Les réfugiés et les rer, sans organiser les déserteurs se répandaient Mais l'absence d'un parti masses en vue de la prise du dans tout le pays » (G. ouvrier révolutionnaire Germanetto, Souvenirs d'un décida du sort de la classe La faillite de l'appareil perruquier). La faillite de ouvrière, consacra sa défaidu PSI tourna à la trahison la classe dirigeante et de te et prépara le triomphe son appareil d'Etat devenait actuel du fascisme. » patente.

Mais ce fut l'occasion

pour le PSI de venir encore au secours de la bourgeoisie en votant, pour la première fois depuis le début de la guerre, son soutien au gouvernement.

Cependant, après l'échec de ce soulèvement ouvrier en pleine guerre mondiale, le prolétariat de Turin comme des autres grandes villes industrielles du nord du pays était loin d'être défait. Il livra d'autres combats qui auraient peut-être pu déboucher sur une situation révolutionnaire et transformer le cours des choses, si ses dirigeants avaient été à la hauteur. Ce fut en particulier le cas lors de la vague d'occupations d'usines, en août et septembre 1920, à un moment où partout en Europe les espoirs soulevés par la révolution russe mobilisaient des millions de travailleurs aspirant à changer le

En Italie, le reflux du mouvement ouvrier à la fin de l'année 1920 marqua le début du développement du mouvement fasciste. Un an à peine après la fondation du Parti Communiste d'Italie, en 1921, Mussolini, ancien leader socialiste qui avait pris la tête de la réac-Communiste. Dressant le bilan des luttes ouvrières en Italie, celle-ci déclarait : «Instinctivement, la classe ouvrière poussait (...) dans un sens révolutionnaire.

Sylvain ROCHE

# ACCIDENT DE LA RN 10 L'URGENCE PEUT ATTENDRE

13 au jeudi 14 août, un autocar qui se rendait au Portugal a percuté un camion sur lanationale 10, à une soixantaine de kilomètres au sud de Bordeaux. L'accident a fait neuf morts et de nombreux blessés. Peut-être est-il dû à l'assoupissement du chauffeur, ou à tout autre « erreur humaine ». On l'ignore. Il y avait deux chauffeurs qui se relayaient, et qui sont parmi les victimes.

Mais aussitôt les médias ont rappelé que cette portion de la RN 10 entre Bordeaux et Bayonne est réputée très dangereuse, et que les accident graves y sont nombreux. Il s'agit d'une route très fréquentée, l'un des grands itinéraires vers l'Espagne et le Portugal. Et il offre la particularité, et le danger, d'être une autoroute (A63) durant quarante kilomètres au sud de Bordeaux, puis route nationale « rapide » avec terre-plein central, mais pas spécialement protégée, avant de redevenir autoroute une trentaine de kilomètres avant Bayonne. Entre les deux, donc, environ quatre-vingts kilomètres par-

Dans la nuit du mercredi ticulièrement dangereux. Car il existe 35 carrefours non protégés et quarante accès riverains, sans bretelles d'accès comme on en trouve sur autoroute. C'est semble-t-il cette situation qui a provoqué l'accident : un camion chargé de maïs s'est engagé sur la route, en pleine nuit, à partir d'un de ces accès, et il n'avait pas encore pris de la vitesse quand l'autocar l'a percuté à pleine vitesse, venant s'y encastrer.

> Il est question de mettre cette portion de la RN 10 « aux normes autoroutières » et sans doute d'en faire une autoroute un jour ou l'autre. Mais dirat-on, on ne peut pas tout faire à la fois, et il faut du temps. D'ailleurs des routes dangereuses et des « points noirs » il y en a d'autres en France.

> Seulement cette situation existe depuis plus de dix ans. Il a fallu attendre un accident de car, déjà, en mars 1995, qui avait fait quatre morts, presqu'au même endroit pour lancer le dossier. Et les études de détail du projet doivent commencer l'an prochain. Quant aux travaux eux-mêmes, qui pourraient démarrer en 1999, il y en aurait pour trois ans.



Pourquoi avoir tant traîné, et n'agir que sous la pression des accidents? Pendant toutes ces années de nombreuses autoroutes ou améliorations de routes ont été menées à bien dans le pays. Certaines utiles, d'autres plus discutables, des « autoroutes de prestige » parfois. En tout cas la sécurité publique n'a pas été le facteur déterminant dans l'ordre des urgences.

De nombreuses victimes ont payé, et sans doute d'autres payeront encore cette incurie. Dans le pays on ne manque ni d'argent (en tout cas ni les trésoreries des entreprises ni la Bourse n'en manquent), on ne manque pas de main-d'œuvre inemployée, ni de matériel de construction. Cet exemple parmi tant d'autres – illustre le gaspillage social - criminel en

l'occurrence – de la gestion de la société. Si on avait pris l'argent là où il est, il y a longtemps que le problème de la RN 10 aurait pu être résolu, sans même que cela se fasse au détriment d'autres aménagements routiers. Juste au détriment d'un peu d'argent gaspillé en spéculations diverses...

André VICTOR

# PÉRIPHÉRIQUE DE LYON

# UN CONTRAT EN BÉTON BOUYGUES

L'ouverture de TEO (Trans Est Ouest), le tout nouveau périphérique Nord de Lyon, le 5 août, a été le principal sujet de discussion - et d'indignation - dans les entreprises de la région lyonnaise ouvertes au mois d'août.

Ce nouveau périphérique, construit en grande partie sous forme de tunnels, fait gagner un temps considérable aux automobilistes et il est le bienvenu. Mais ce qui scandalise tout le monde, c'est le péage à acquitter: pour les 10 km, le tarif varie entre 8 et 16F suivant le moment de la journée, le tarif maximal étant bien entendu aux « heures pleines ». Et même avec une formule d'abonnement, il reste élevé.

L'obligation de payer un péage est due à un contrat de concession conclu par le groupement d'entreprises, dirigé par voies de circulation seront rem- journée. Des actions de plus la société Bouygues, qui s'est placées par des places de sta- grande ampleur sont prévues dès chargé de la construction de TEO. Cette décision remonte à 1991, quand Michel Noir était maire de Lyon et président de la Communauté urbaine. La construction de TEO a coûté 6 milliards de francs, dont la moitié a été payée par le Conseil Général du Rhône, donc par les contribuables.

Le montant du péage est évidemment dissuasif, mais le contrat de concession a tout prévu, y compris d'augmenter les embouteillages afin d'inciter les automobilistes récalcitrants à utiliser TEO. Dans un premier temps, une partie de l'ancien boulevard périphérique (qui fait double emploi avec le

début de TEO) a été réduite à une seule voie (au lieu de deux) dans chaque sens. Comme elle était déjà saturée, on imagine le résultat quand tout le monde sera rentré de vacances.

De plus, la nouvelle signalisation est faite de telle sorte qu'on se retrouve sur TEO même quand on ne souhaite pas le prendre. Ainsi, quand on arrive Lyon par l'autoroute de Genève, la seule indication « centre ville » est... par TEO. Plusieurs rues à grande circulation vont voir, dans un proche avenir, leur largeur réduite : des tionnement, des arbres, des pistes cyclables, le tout présenté comme une amélioration du

cadre de vie pour les riverains. Mais, en raison du péage, il est bien peu probable que les automobilistes se détournent réellement de ces voies de circulation.

En raison du mécontentement, TEO a été gratuit une semaine après son ouverture. Mais le 11 août, puis le 18 août, le collectif « Pour la gratuité et contre le racket » a mobilisé diverses associations pour neutraliser les péages et faire passer gratuitement les usagers : la CGT, les chauffeurs de taxis, les motards, la CFDT et bien d'autres se sont relayés toute la la rentrée de septembre.

Correspondant L.O.

Début août, le prix du litre d'es sence à la pompe a en moyenne été augmenté de dix centimes par les compagnies pétrolières. La cause en serait la hausse du dollar qui rend plus cher le pétrole.

Mais cet argument invoqué maintes fois sert surtout de prétexte pour ranconner une fois de plus les automobilistes. En effet, la hausse du billet vert, loin de peser sur leurs bénéfices, est une affaire plus que juteuse pour les compagnies.

contentent pas d'acheter puis de distribuer de l'essence, ils extraient aussi du pétrole, le raffinent et le revendent en le facturant en dollars. Du coup, chaque fois que le dollar grimpe de 50 centimes, Total accroît son résultat opérationnel de 900 millions de francs, et Elf de 1,5 milliard.

La Bourse ne s'y est pas trompée : les cours des actions d'Elf et de Total ont progressé de plus de 50% depuis le début de l'année.



Les locataires des HLM sont de moins en moins solvables pour des loyers de plus en plus élevés, affirme la Caisse des Dépôts et Consignations, organisme officiel chargé de financer la construction de logements sociaux, dans son rapport d'activité de 1996 qui vient de paraître.

fait, sont de moins en moins accessibles aux familles les plus pauvres, celles auxdestinés, en priorité sinon exclusivement. Le rapport de la Caisse des Dépôts le démontre une nouvelle fois : 92 % des demandeurs en attente de HLM gagnent moins de 7 500F par mois et 80% moins de 6 000 F. Et il ne s'agit pas d'une petite attente, mais d'années, sans même aucune certitude d'ob-

tenir jamais un logement.

D'autre part, la proportion de locataires HLM qui ne peuvent plus payer leur loyer est si importante que les organismes HLM pratiquent une politique encore plus sélective qu'auparavant dans l'acceptation des dossiers de demande d'un logement. Le rapport constate crûment qu'en tenant compte des chômeurs et des travailleurs précaires, ce sont cinq millions de personnes adultes qui ne disposent pas des revenus suffisants pour se loger en HLM.

Les loyers HLM ont augmenté, toutes catégories confondues, de 4,6% entre 1993 et 1995, soit le double du coût de la vie, mais l'aug-Les logements HLM, en mentation est encore plus forte pour les logements neufs et réhabilités.

Selon ce rapport, les loyers quelles cependant ils étaient des nouveaux immeubles HLM sont supérieurs d'environ 30% aux loyers dans les vieilles ou relativement récentes constructions HLM. Les locataires modestes ne peuvent pas faire face à de tels tarifs. Ce qui conduit à une situation aberrante. Non seulement dans les vieux HLM réhabilités et dont les lovers sont augmentés, cer-

tains locataires doivent partir (pour aller où?) mais dans les nouveaux HLM, construits pour satisfaire paraît-il des besoins sociaux en logements, les appartements vides ne sont pas rares. Le rapport en question enregistre ce qu'il appelle le « risque » d'aboutir à une situation où un certain nombre de logements, notamment des logements neufs, restent vacants, alors même que les demandes pour des HLM augmentent.

Face à la dégradation du niveau de vie de la population laborieuse, le système du logement social qui ne prend en compte que les besoins solvables, les besoins de ceux qui peuvent payer, marque son échec complet à remplir son propre objectif. A quoi serviront alors les projets lancés par le gouvernement Jospin – à supposer qu'ils soient réalisés et qu'il ne s'agisse pas seulement de chiffres en l'air – de réhabiliter 50 000 HLM d'ici le printemps 1998, si leurs locataires sont obligés de déménager à la cloche de bois parce qu'ils ne pourront plus payer le loyer?

Philippe AVRIL

# FONDS À SOLIDARITÉ

l'État et les départements, sont destinés en principe à faciliter l'accès à un logement aux familles à faibles revenus, par l'octroi de prêts ou d'aides financières, ainsi qu'à soutenir les ménages en difficulté et qui ne réussissent pas à régler leurs loyers impayés. Cependant, un récent bilan établi à la demande du ministère du Logement montre que ces fonds n'ont représenté qu'une goutte d'eau dans la mer par rapport à l'ampleur des problèmes et que les sommes ont été attribuées d'une façon si variable d'un département à l'autre que cela confine à l'arbitraire.

1995 se sont élevées au total Dôme. Et tout à l'avenant. à 600 millions de francs, contre 360 millions l'année précédente. Une importante progression, certes, mais qui a suivi à peine l'accroissement des besoins. En effet, dans le même temps, le nombre de familles aidées (200 000 en 1994) a augmenté de 15% en moyenne sur l'ensemble de la France. Dans certains départements, ce nombre a plus que doublé. Aussi les départements ont-ils sévèrement limité leurs interventions, chacun à leur façon.

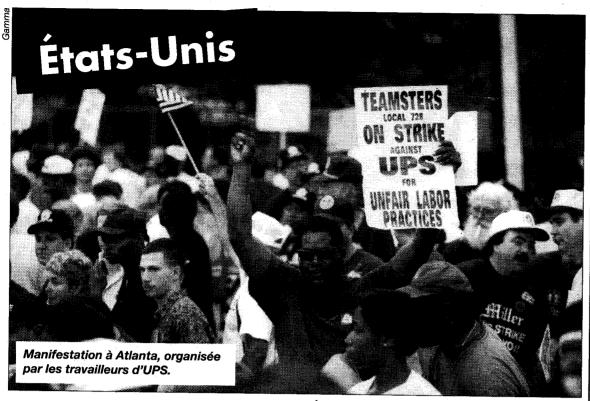
Un département tel que le Haut-Rhin, cité par le jour-

pas aider les ménages dont les revenus étaient... trop faibles. Dans la plupart des départements, l'aide pour couvrir les impayés de loyers et permettre à la famille de se remettre à flot vis-à-vis du propriétaire privé ou de l'organisme HLM, ne lui est accordée que si elle a recommencé à payer son loyer depuis au moins trois mois! La durée maximum des impayés ne doit pas excéder 15 mois dans certains départements, comme l'Eure-et-Loir, deux ans dans d'autres. Le montant de l'endettement du ménage ne doit pas dépasser 35000 F en Meurthe-et-Moselle s'il veut obtenir l'allocation, mais se limiter à seulement 10000 F dans la Les sommes allouées en Haute-Marne ou le Puy-de-

> Drôle de solidarité, en fait! Car si les attributions de ces prétendus Fonds de solidarité pour le logement sont diversifiées à ce point et de cette façon, les besoins des familles populaires sont, eux, semblables d'un bout à l'autre du pays et quel que soit le département. Mais le droit au logement, et au logement correct et bon marché, sans qu'il soit nécessaire de faire appel à des aides ou autres subventions charitables, reste à imposer.

> > P.A.

# Dans le monde



# LES EMPLOYÉS DE L'UPS DÉCIDENT DE REPRENDRE LE TRAVAIL

Après deux semaines de grève, les 185 000 chauffeurs et manutentionnaires de la société américaine United Parcel Service (UPS) ont amené cette dernière à conclure un accord avec leur syndicat, qui devait être soumis à l'approbation des gré-

Ils étaient en grève depuis le 4 août, principalement contre la précarité de l'emploi (57% d'emplois à temps partiel dans l'entreprise, qui ont des salaires horaires nettement inférieurs à ceux qui ont un boulot à temps plein) et la réforme prévue (défavorable aux travailleurs) du système des retraites. Ils demandaient en particulier davantage d'emplois à temps plein et protestaient contre un projet de remise en cause par la direction du système de gestion de la caisse de retraite, jusqu'alors géré par les syndicats - ce qui n'est sans doute pas pour rien dans la détermination de ces derniers - système que la direction d'UPS voulait remplacer par un système maison.

« Nous avons gagné 10 000 nouveaux emplois à temps plein, et nous avons gagné d'importantes augmentations pour les retraites, dans le cadre des plans de retraite des teamsters » a déclaré Ron Carey, président du syndicat des « Teamsters » (en américain « camionneurs »), syndicat qui a organisé la grève, en lançant l'appel à la reprise du travail. Comparé aux propositions initiales de la direction d'UPS, qui ne prévoyait que 1 000 emplois à plein temps, c'est évidemment un succès pour les grévistes. Une augmentation des salaires horaires, étalée sur cinq ans, pour les employés à temps partiel, serait également promise par

la direction et elle aurait reculé aussi sur ses projets de réforme des plans de retraite des employés. Mais tout cela reste à préciser car le texte définitif de l'accord signé par la direction n'est connu que par les informations fournies par les syndicats, qui considèrent que le contenu du compromis signé est satisfaisant et présente assez de garanties pour l'avenir.

La société UPS dispose de quoi satisfaire largement toutes les revendications, c'est une énorme société qui occupe le premier rang mondial des messageries rapides avec plus de 300 000 salariés sur le seul territoire américain. Elle affiche des profits à la mesure. Les bénéfices déclarés pour 1996 s'élèvent à 1,1 milliard de dollars, soit près de 6 milliards de francs. Ce qui n'empêche pas que la société bloque les salaires. Le rapprochement de ces deux faits a d'ailleurs contribué à rallier la sympathie de l'opinion américaine aux grévistes et à leurs revendications, ce qui s'est exprimé à travers divers sondages.

Dans l'épreuve de force av la direction, les grévistes de l'UPS ont également reçu le soutien d'une partie du reste des salariés de l'entreprise. Il faut espérer que ce premier succès des teamsters soit ressenti comme un encouragement par d'autres travailleurs de l'UPS. Les 2 000 pilotes d'avion de l'UPS ont manifesté leur solidarité avec les grévistes. Ils ont aussi menacé de faire grève à leur tour pour des revendications comparables : fin de la précarité des contrats de travail, fin de la flexibilité des horaires. Ils protestent également contre leurs salaires inférieurs à ceux pratiqués ailleurs dans la profession, par les compagnies aériennes, et contre leurs conditions de retrai-

te. Et ce sont là probablement des revendications qui concernent bien d'autres catégories d'employés de cette entreprise, sans parler de ceux des autres entreprises américaines.

C'est la première fois depuis plus de vingt ans, aux États-Unis, qu'une grève de cette importance fait reculer un grand groupe.

En 1981, la grève des 13 000 contrôleurs aériens s'était traduite par le licenciement de tous les grévistes et leur remplacement par de nouveaux embauchés, à des conditions dégradées. Et les derniers grands conflits des mois passés, à Caterpillar et dans la presse à Détroit, s'étaient terminés par une défaite pour les travailleurs et les syndicats. Cette fois, la grève a contraint le patron de l'UPS à faire marche arrière, à remiser en partie pour le moment ses projets. Il faut espérer que cela redonne confiance à la classe ouvrière américaine. Et c'est cela qui aujourd'hui est important.

Aux États-Unis, selon un ancien ministre du Travail, qui sait donc fort bien de quoi il parle, « les bénéfices des entreprises ont augmenté de 19% ces cinq dernières années, mais les salaires moyens ont stagné : ce processus de down-waging (baisse des salaires) doit s'arrêter ». D'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, la politique des patrons est identique : précariser l'emploi, dégrader les conditions de vie, diminuer toujours plus la part de ceux qui travaillent pour grossir toujours plus celle qui revient aux capitalistes, actionnaires et autres profiteurs... jusqu'à ce que les travailleurs, comme ceux de l'UPS, disent « assez »!

Lucienne PLAIN

## échos des entreprises

# Ils préparent des sales coups? Préparons-nous à les rendre

« définir une vision de l'avenir de la société » à Claude Evin qui exprime hypocritement « l'inquiétude des quotidien patronal La Tribune qui trouve que les aides ne tombent pas assez vite dans les coffres des patrons, ils y sont tous allés, dès la reprise du boulot, de leur couplet sur la Navale pour en définitif ne rien dire de nouveau.

Car les patrons font ce s'ils en préparent. qu'ils veulent pour faire toujours et encore plus d'argent,

Du nouveau patron qui avec l'aide des gouvernedéclame pompeusement ments de gauche, de droite. Le groupe Alcatel-Alsthom se porte bien. De l'argent il y

Bref après les vacances, salariés », en passant par le c'est comme avant les vacances...

> Si les uns ou les autres parlent comme ils disent « d'incertitudes » c'est pour mieux nous manger.

> A nous de créer la « certitude » qu'on ne se laissera pas faire et qu'on leur fera payer cher leurs sales coups

> Rien de tel pour avoir le moral!

# Il fait trop chaud pour travailler

Quand la chaleur bat des plus de 30° dehors c'est bien records, à bord c'est franchement l'enfer.

Dans certains endroits, surtout s'ils sont mal ou pas du tout aérés, le thermomètre peut atteindre les 50°, voire les 60°. Quant à la tôle brûlante, elle nous cuit littéralement.

Les patrons jugent qu'à pas!

suffisant de distribuer quelques bouteilles d'eau.

Les responsables ne manquent vraiment pas d'air... dans leurs bureaux spacieux, aérés, climatisés pour certains...

Bref, même l'air qu'ils respirent, ils ne le méritent

# Requins et margoulins

boîte sous-traitante (en ven- son compte en banque. tilation) a plié presque tous ses bagages, laissant sur le carreau plusieurs dizaines de

Il paraît que pour décrocher le marché le patron avait accepté les prix les plus serrés et que finalement « il a bu la tasse ».

Ce qu'il y a de sûr c'est que lui ne se retrouve pas sur le sable. D'ailleurs ce serait loin d'être la première fois qu'il joue à ce petit jeu-là et que, comme tant d'autres, il

Ces jours-ci encore, une arrondit ainsi régulièrement

Et tout cela en parfaite conformité avec la « charte de la sous-traitance » qu'a pondue la direction des Chantiers. Pour elle, l'important c'est que la précarité imposée aux uns permet de tirer vers le bas les conditions de travail et de vie de tous les travailleurs du chantier.

Pas de doute : embauchés ou intérimaires, sous-traitants ou personnels Chantiers, mêmes patrons, même com-

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire) du 11 août 1997

# Dans les entreprises

SNCF Dépôt d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne)

# INCENDIE AU FOYER DES AGENTS DE CONDUITE

Mardi 29 juillet, vers 7 heures 40 du matin, un incendie s'est déclaré dans la salle de télévision du rez-de-chaussée du foyer des agents de conduite du dépôt d'Ivrysur-Seine.

A cette heure-là, une quinzaine de conducteurs de dépôts de province (Limoges, Saint-Pierre-des-Corps, etc) dormaient après avoir travaillé toute la nuit. Heureusement qu'au rez-de-chaussée, dans la cuisine, deux cheminots qui buvaient le café ont donné l'alerte. Ils ont appelé les pompiers... qui eurent d'ailleurs du mal à pénétrer dans le dépôt, leur camion n'arrivant pas à franchir le portail d'entrée, tout neuf mais visiblement... pas aux normes!

Cependant, il n'a fallu que quelques minutes pour que les fumées toxiques produites par la combustion des matériaux de la salle de télévision, du couloir et d'une partie du réfectoire (plafonds suspendus, moquettes murales, etc.) se propagent jusqu'au troisième étage du bâtiment en empruntant les gaines de ventilation, du circuit électrique, les couloirs et les escaliers.

Malgré l'alerte rapide, il y eut 12 blessés dont 7 hospitalisés. Deux d'entre eux étaient gravement atteints, l'un sérieusement intoxiqué par les fumées et l'autre, profondément coupé au bras. Ce dernier, pour échapper aux fumées, voulut ouvrir une fenêtre condamnée et sauter du troisième étage. Il se blessa en cassant la vitre épaisse mais des cheminots, au pied du foyer, l'empêchèrent heureusement de sauter...

Un accident peut toujours arriver, dit-on. Mais heureusement que celui-ci n'est pas arrivé en pleine nuit, alors que tout le monde dormait. Pour le moment, on ne connaît pas la cause exacte de l'incendie. Mais la vitesse à laquelle il s'est propagé et surtout la façon dont les fumées toxiques ont envahi l'ensemble du bâtiment en disent long sur les normes de sécurité internes à la SNCF.

En effet, la SNCF assure elle-même tous ses bâtiments et par conséquent possède ses propres normes de sécurité (de même qu'elle possède ses propres services d'enquête depuis plusieurs années, dans

d'escaliers de secours, de portes coupe-feu, de détecteurs de fumées, de sirènes d'alarme, etc. Surtout dans les anciens foyers, comme celui d'Ivry où, au lendemain de l'incendie, des travaux de remise en état sont annoncés sans que, pour autant, les normes qui sont celles de l'hôtellerie (et qui devraient s'imposer dans un bâtiment d'une cinquantaine de chambres comme celui-ci) soient respectées, ainsi que l'a déjà déclaré un responsable

Il faut aussi signaler que

tous les foyers, les cheminots chargés de réveiller les roulants («agents éveilleurs ») ont été remplacés par des réveils à quartz dans chaque chambre. Si bien qu'il n'y a plus personne pour donner une alerte éventuelle en plei-

Il ressort de tous ces faits que la véritable responsable des conséquences graves de l'incendie reste la politique menée par la SNCF tant du point de vue des économies qu'elle fait sur l'entretien de ses infrastructures que sur les baisses d'effectifs opérées dans tous les services.

Correspondant LO

À la menuiserie de VIP, en même machine. Ce qui proujuillet, l'un d'entre nous a eu trois doigts sectionnés par un retour de la machine sur laquelle il travaillait. Il restera mutilé à vie.

C'est la deuxième fois en peu de temps qu'un accident semblabe se produit, sur la

ve que la sécurité de ceux qui l'utilisent n'est pas garantie et qu'une seconde d'inattention, une seconde de fatigue, peut être fatale. Et c'est cela qui est inadmissible.

Les moyens techniques pour empêcher que l'ouvrier laisse les mains dans la machine quand elle est en marche existent forcément. Ils doivent être mis en œuvre. Nous venons à l'atelier pour travailler, pas pour être mutilés.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Paris Sud-Est du 18 août 1997

GEC-Alsthom-Stains (Seine-Saint-Denis)

# LE PLAN DE LICENCIEMENTS TEMPORAIREMENT REPOUSSÉ

A Stains, la direction de GEC-Alsthom Services, une filiale du trust GEC-Alsthom, voulait se débarrasser rapidement de près de la moitié des salariés du site: 66 suppressions d'emplois étaient annoncées le 23 juin. La direction entendait bien mener son affaire tambour battant, croyant que tout se passerait sans encombre. Ainsi, à l'origine, les lettres de licenciements devaient partir au 1er septembre.

Car il s'agissait bien de licenciements, en particulier pour une quinzaine d'ouvriers. La direction sait qu'une bonne partie du personnel, vu son âge et sa qualification, aura du mal à retrouver du travail. C'est d'autant plus inacceptable que le groupe se porte bien : il s'est vanté d'avoir réalisé en 1996 2,7 milliards de bénéfices et la valeur de l'action a doublé en un peu plus d'un an. Et vu sa taille, il pourrait sans problème recaser en région parisienne les salariés dont il estime ne plus avoir besoin à ment, le patron s'était conten-Stains.

Le personnel avait à plusieurs reprises exprimé son opposition à ces licenciements programmés. C'est ce plan qui vient d'être déclaré non conforme par l'administration, estimant que les mesures de reclassements prévues étaient insuffisantes, notamment pour les catégories ouvrières ou les plus de 50 ans. L'inspection du travail a donc dressé un constat de carence. Cela oblige en principe la direction à revoir sa copie et à reprendre la procédure à zéro.

En matière de reclasseté de donner la liste des postes

la France, sans que ceux-ci correspondent aux qualifications des salariés de Stains, sans même savoir à qui dans le groupe ils seraient réservés, sans donner de garanties et sans même que cela fasse la moitié du nombre des licenciés! Il n'a pas été difficile au personnel de vérifier le peu de réalité de ces soi-disant mesures de reclassements

Bien sûr, l'affaire est loin d'être réglée. Les intentions de la direction n'ont pas changé. La loi et la décision de l'administration n'accordent au mieux qu'un répit de quelques mois. Mais le camouflet infli-

gé à la direction a réjoui les libres dans le groupe sur toute salariés et les a confortés dans leur volonté de réclamer des garanties pour les futurs reclassements.

Le groupe GEC-Alsthom, comme Alcatel, n'arrête pas de se restructurer aux dépens des salariés. Et pour stopper partout les licenciements, il faudra bien que les réactions du personnel finissent par converger et s'amplifient; pour qu'enfin nos vies ne soient plus à leur merci, ce sont bien tous les licenciements qu'il faudrait interdire une fois pour toutes dans tout le groupe, comme dans tous ces grands trusts riches à milliards.

Correspondant LO

# Dans le monde

# APRÈS LA DICTATURE COLONIALE ET APRÈS CINQUANTE ANS DE DÉPENDANCE CAPITALISTE

Durant plusieurs jours autour du 15 août, la radio, la TV, les journaux, en commentant le cinquantenaire de l'indépendance de l'Inde, ont insisté sur la pauvreté et la misère de l'immense majorité du milliard d'habitants de ce pays géant.

Certains de ces commentaires sous-entendaient, de façon un peu hypocrite, que l'indépendance n'avait pas réussi à ce pays, sans oser toutefois prétendre que la colonisation anglaise valait mieux car il aurait fallu alors rappeler ce que cette colonisation représentait vraiment de misère et d'oppression pour la population qui n'était pas directement au service des Anglais.

C'est dans les mêmes milieux qu'il est de bon ton de décrier le communisme et l'économie planifiée qui auraient, paraît-il, démontré leur faillite, aussi bien en URSS qu'en Chine, qu'à Cuba ou en Europe de l'Est, en se gardant d'expliquer d'où, économiquement et politiquement, ces régimes sont partis.

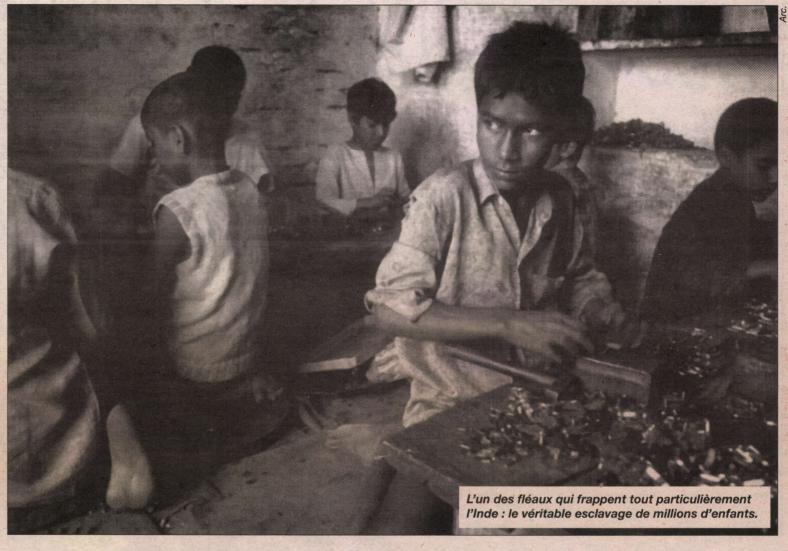
Or, durant ce demi-siècle d'indépendance politique, l'Inde a gardé une économie capitaliste, pas du tout indépendante du marché mondial et de la libre concurrence, même si l'État indien a tenté, modérément, de protéger sa faible économie par un certain protectionnisme.

#### L'Inde et la Chine

Et si l'on ne peut comparer l'Inde à l'URSS, à Cuba, ou l'Europe de l'Est du fait de la taille, de la population, du point de départ ou de l'histoire, la comparaison avec la Chine est justifiée et instructive.

Car au lieu de toujours comparer des pays effroyablement pauvres au départ, et déjà soumis à des régimes de dictature, avec les pays les plus développés, il est plus rationnel, si c'est cela qu'on cherche, et honnête de comparer des pays comparables.

La Chine était un pays dont les dirigeants, à partir de 1949, tentèrent, sur un modèle voisin de l'URSS, mais avec encore moins de moyens, de planifier par des moyens étatiques le développement économique. Depuis lors,



la Chine a connu bien des drames. L'Inde aussi. Mais si on compare aujourd'hui le bilan de 50 ans de capitalisme pur et de 50 ans d'économie planifiée, la comparaison est largement à l'avantage de cette dernière.

La Chine et l'Inde sont toutes deux des pays asiatiques et ils sont voisins. La Chine a rompu ses liens avec l'impérialisme, deux ans à peine après l'indépendance de l'Inde. Ce sont deux pays peuplés d'environ un milliard d'habitants (presque un milliard pour l'Inde et 1,2 milliard pour la Chine). Il y a un demisiècle, la Chine était, proportionnellement à sa population, presque aussi peu développée que l'Inde, et elle sortait de vingt ans de guerre, dont huit ans avec le Japon, et le reste de guerre civile. La Chine est loin d'être un pays communiste, mais l'URSS, Cuba ou l'Europe de l'Est n'en étaient pas vraiment non plus. Le communisme, c'est loin d'être

Nous citons ici des chiffres tirés d'un tableau publié par Libération, le seul quotidien, à notre connaissance, à avoir comparé l'Inde à la Chine. Ce qui est donc déjà rare. Mais sans aucun commentaire, ce qui fait qu'on ne peut savoir si c'est pour comparer les deux choix de développement économique ou pour

démontrer l'extrême pauvreté de l'Inde. Évidemment, les statistiques concernant de tels pays comportent certainement une grande marge d'erreur (même dans les pays industrialisés, le « produit intérieur brut » est une grandeur statistique imprécise) et, de toute façon, aucune statistique ne peut exprimer toute la réalité sociale. Cependant, lorsque les différences sont considérables, elles sont significatives.

# Des chiffres éloquents

En Inde, en 1990, 64 % de la population active vivait de l'agriculture contre 72 % en Chine. Parce que l'Inde serait plus industrialisée? Non! Parce qu'il y a encore plus en Inde de paysans sans terre et affamés qui vont grossir les banlieues misérables des villes surpeuplées.

Le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant, pour faible qu'il soit, est le double en Chine qu'en Inde: 2 600 dollars en Chine contre 1 350 en Inde. L'évolution du PIB par habitant, en 34 ans, de 1960 à 1994, fut de 5,3 % l'an en Chine, contre 2 % en Inde.

En Inde, la proportion de la population vivant sous le seuil de

pauvreté, avec moins de 5 francs par jour, est plus de 60 % supérieure à ce qu'elle est en Chine : 53 % de la population totale en Inde, contre 29 % en Chine.

En Chine, l'espérance de vie est 13 % supérieure à celle de l'Inde : 69 ans contre 61,3 ans.

Le taux d'alphabétisation pour les adultes atteint 80 % en Chine, tandis qu'il n'est que de 50 % en Inde.

Le nombre de récepteurs de télévision par 100 habitants est de 23 en Chine, pour seulement 6 en Inde.

Et cela, bien que les dépenses militaires, énormes relativement à ces pays, atteignent 5,7 % du PIB en Chine contre 2,5 % en Inde

Cela dit, il ne faut pas croire que l'économie planifiée soit un système économique qui n'est utile que pour les pays les plus pauvres.

#### L'avantage est à l'économie planifiée

Ce qu'une économie planifiée sur la base d'une étatisation de tous les grands moyens de production, même si l'État n'est pas vraiment au service de la collectivité, peut faire d'un pays sous-développé, arriéré, traînant le poids d'un lourd passé colonial, pourrait être fait au centuple, et mille fois mieux, dans un pays avancé et évolué. Et cela sans les drames dus à la misère du point de départ.

En effet, la bureaucratie, la dictature ne sont pas des produits de l'économie planifiée, on l'a vu dans bien des pays capitalistes avancés, ne serait-ce qu'en Allemagne sous le nazisme. Sans aller si loin, dans l'après-guerre, les pays certes parmi les plus faibles économiquement d'Europe, mais d'un niveau économique largement supérieur à la Chine (ou à l'Inde) connaissaient des dictatures politiques féroces: Salazar au Portugal, Franco en Espagne, les colonels en Grèce, le régime turc. Cela pour ne citer que des pays européens.

Alors, à tout prendre, se débarrasser du pouvoir de quelques dizaines de milliers de privilégiés qui dirigent l'économie mondiale, font et défont les monnaies, font monter et baisser les Bourses, avec tout ce que cela signifie de fermetures d'entreprises, de licenciements, de chômage, d'investissements productifs et utiles délaissés au profit de la spéculation, n'empêcherait pas le soleil de briller, bien au contraire.